

# Le libertaire

Rédaction :  
Administration : N. FAUCIER  
72, rue des Prairies, Paris (20)  
(Chèque postal : N. Faucier 1165-55)

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

Téléph. : Roquette 57-73

## ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"

FRANCE	ÉTRANGER
Un an... 42 fr.	Un an... 30 fr.
Six mois... 21 fr.	Six mois... 15 fr.
Trois mois... 10 fr.	Trois mois... 7 fr.
Chèque postal : N. Faucier 1165-55	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

## EN ATTENDANT GERMINAL

Ce jour-là mon ami était découragé !  
— Nous ne sortirons jamais, dit-il, de ces durs jours de froidure... De ces jours mauvais, de ces jours cruels de neige et de gel. Le printemps ne viendra jamais...

— Mais si, répondit doucement une voix. Mais si, Germinal viendra à son heure. Il y aura des bourgeons épanouis aux arbres et des brins d'herbe surgis de terre qui promettent des moissons. Il y aura du soleil et des fleurs, de la clarté et de l'espoir. Et cela est certain autant qu'on peut être certain de quelque chose en ce monde.

— Quelle incorrigible optimiste vous faites, bougonna mon ami.

Ce jour-là mon ami était découragé :

— Nous ne sortirons jamais de cette époque, reprit-il, de cette époque laide et bête. Nous y crèverons. Que sont donc devenus ces rêves d'une humanité libre et fraternelle ? Voyez donc les gens autour de vous, ces prétentieuses brutes, ces lamentables imitations de « gens très malins ». Jamais bétail humain ne s'est montré plus digne et plus désireux au fond, d'être mené à coups de trique. De là le succès des dictatures de tout genre. Les leçons les plus tragiques n'ont servi de rien, ni les menaces qui pèsent sur l'avenir le plus proche. Ces gens veulent être gouvernés, exploités, spoliés, massacrés. Ils ont le goût et le respect de la force oppressive et s'estiment supérieurs s'ils peuvent marcher sur les pieds d'un voisin plus faible. Nous ne sortirons jamais de cette époque laide et bête.

— Mais si, répondit la douce et calme voix, mais si, nous en sortirons. C'est entendu, les gens sont ce qu'ils sont, ce que les circonstances et la mode du temps les ont faits. Songez aux héros qui se sont proposés à leur admiration : le poilu, l'embusqué et le profiteuse, le milliardaire américain, le dictateur fasciste ou bolchevik. Songez à la puissance suggestive de ces images de violence brutale ou de rouspétisme crapuleux. Ils se sont laissés imposer ces goûts-là. Pour un temps. Car dans tout cela et dans tout ce qu'il est convenu d'appeler « l'esprit moderne », et qui commence à dater, presque tout est idées conventionnelles et « chiqué ». Les sentiments sincères et humains se réveilleront. Germinal viendra, et il le faudra bien. Vous ne pensez tout de même pas que l'humanité va se résigner à périr dans les guerres d'extermination qu'on lui prépare. Vous ne croyez pas que les salariés se plieront passivement à des méthodes d'exploitation chaque jour plus « rationalisées ».

Vous ne pensez pas qu'ils continueront à se laisser diviser par les politiciens pour la plus grande force de ceux qui les grugent. Vous ne pensez pas que les peuples acceptent de payer indéfiniment tribut aux profiteurs de la guerre et aux tripoteurs de l'après-guerre. Et vous voyez bien aussi que tant d'horreurs, de vilenies et de scandales, de la Russie rouge à l'Italie fasciste en passant par la France de M. Poincaré finissent tout de même par ébranler le prestige des régimes autoritaires.

— Peut-être, après tout, grommela mon ami.

Ce jour-là, mon ami était découragé :

— Que voulez-vous que nous fassions ? dit-il. Autrefois nous avions des guides éprouvés, des théoriciens de tout repos. Nous les aimions, nous les admirions, nous les vénérions. Et, au moment décisif, alors qu'il fallait prendre parti contre la sanglante stupidité de la guerre, lorsqu'il fallait appeler le prolétariat à s'unir pour s'en délivrer, nous les avons eus contre nous. Ils étaient deux ou trois qui avaient fait beaucoup pour fonder nos doctrines. Et nous nous sommes trouvés avec eux dans le conflit le plus flagrant et le plus irrémédiable. Nos adversaires s'en gaussent. Notre propagande en souffre. Jamais, nous ne nous relèverons d'un pareil coup.

— Mais si, fit la douce et calme voix, mais si. Certes, il est douloureux que de tels hommes n'aient pas su saisir l'oc-

casión de se grandir et de servir une belle cause. Mais rien ne sert de gémir sur un irréparable passé. Tirons-en plutôt la leçon qu'il comporte. Si ces hommes se sont trompés, c'est pour beaucoup qu'ils ont obéi à la pression de « l'opinion publique ». Mais c'est aussi parce qu'ils avaient gardé, à côté des idées neuves qu'ils avaient aidées à naître beaucoup de vieilles idées périmées, de vieilles idées « démocratiques » dont nous aurions pu repérer la trace dans leurs œuvres. Ce sont ces vieilles idées-là qui les ont menés à légitimer la guerre de la Démocratie contre les « archies » d'autre étiquette, la guerre du Droit et de la Justice, la tuerie de travailleurs par d'autres travailleurs.

De ce mal sortait peut-être un peu de bien si nous apprenions à ne plus croire aveuglément à la parole des « maîtres » ; à savoir choisir dans leurs enseignements les germes féconds d'avenir et rejeter les vieux préjugés qu'ils n'avaient pas su éliminer. A purifier nos idées de toutes les survivances autoritaires et moralistes.

Il y a beaucoup à faire, beaucoup à compléter, beaucoup à redresser. Dans la théorie comme dans la pratique, dans la propagande comme dans l'action, une immense tâche s'offre à ceux qui ont le bonheur d'être jeunes. Il faudra tirer tous leurs enseignements des années de guerre et d'après-guerre et de l'expérience du socialisme autoritaire. Il faudra lutter contre les formes nouvelles et plus redoutables du capitalisme et du militarisme et il faudra les étudier. Il faudra dégager l'idée émancipatrice de toutes les équivoques et de tous les confusionnismes.

Germinal viendra à son heure, mais il faut tout préparer pour l'heure où il viendra.

— Vous avez raison, acquiesça enfin mon ami.

L'enthousiaste s'était tu et je songais à ses paroles.

La jeunesse, le vivant renouveau... La seule raison au fond de vivre et d'espérer : parce que, par elle, fleurira le meilleur de nos vœux et de notre pensée.

Qu'elle monte, la jeunesse qui n'aura pas participé aux turpitudes de nos générations, qu'elle monte pour accomplir l'œuvre magnifique de libération. Qu'elle apporte son Germinal !

EPSILON.

## Note du Secrétariat de l'U. A. C. R.

L'année 1929 venant de commencer, il nous appartient de rappeler aux groupes que la cotisation annuelle de 10 francs a été maintenue par le Congrès.

Tout camarade vraiment soucieux des besoins de la propagande, se fera un devoir de prendre la carte de 1929 ou, selon son choix, de verser sa cotisation sans demander la délivrance de celle-ci.

Nous ne saurions trop insister auprès des groupes pour qu'ils fassent un bon accueil à notre appel. Qu'ils s'empressent donc de nous donner des armes pour les batailles futures.

Au moment où notre U.A.C.R. se trouve engagée dans plusieurs campagnes qui s'annoncent de longue haleine, chacun voudra faire un effort et contribuer pour sa quote-part au bon combat révolutionnaire.

A tous les camarades qui nous suivent dans nos luttes quotidiennes :

A tous ceux qui aiment notre U. A. C. R., nous demandons de nous aider. Qu'ils nous donnent des munitions !

## Pour le droit d'asile

Depuis huit jours déjà, nos camarades Loréal et Odéon mènent la campagne dans le Midi de la France. D'une ville à l'autre, ils portent la bonne parole et les revendications des proscrits, traqués par la police et les ambassades.

Et, déjà, l'opinion publique s'émeut de nos appels. Inlassablement, nous devons continuer, clamer partout la détresse de ceux qui ont dû fuir devant les persécutions sanglantes des fascismes.

Intensifions donc notre propagande par tous les moyens. Il nous faut l'activité et le dévouement de tous pour cette cause si juste et combien humaine.

Que nos amis redoublent d'efforts : qu'ils comprennent qu'il faut que nous mettions en déroute les valets de la réaction.

Appliquons-nous de toutes nos forces à cette œuvre de haute solidarité, car, déjà, les gouvernants, touchés, réagissent en voyant clamer à tous les échos leurs exactions, leurs vilenies, leur arbitraire. Ils entendent se défendre ! Hier, c'était un tyrannique d'une petite ville de Seine-et-Oise qui interdisait notre meeting. Demain, si nous n'y prenons garde, c'est notre campagne que l'on essaiera d'étouffer. Plus que jamais à la veille de la victoire à peu près certaine, nous sonnons le ralliement de toutes les bonnes volontés, de tous les dévouements.

## Nos Meetings en Province

### AIMARGUES

Samedi 12 janvier à 20 h. 30.

### LA CIOTAT

Lundi 14 janvier à 20 h. 30, salle du Théâtre Municipal.

### TOULON

Mardi 15 janvier à 17 h. 30, salle de l'Appolo, boulevard de Strasbourg.

### LA SEYNE

Mercredi 16 janvier.

### LYON

Vendredi 18 janvier à 20 h. 30, salle Emile-Zola, à l'Unitaire, 127, rue Boileau.

### CLERMONT-FERRAND

Samedi 19 janvier, à 20 heures, salle de la Maison du Peuple, place de la Liberté.

### THIERS

Lundi 21 janvier, Bourse du Travail.

### LIMOGES

Mardi 22 janvier, salle des Conférences.

### ORLEANS

Vendredi 26 janvier.

## NOS MEETINGS dans la Région Parisienne

### GROUPE DES 13<sup>e</sup> ET 14<sup>e</sup>

Judi 17 janvier, à 20 h. 30, 4, avenue Jules-Ferry, MALAKOFF.

Orateurs : FERNANDEL, de l'U. A. C. R.; BESNARD, de l'Entraide; SUZANNE LEVY, avocate; JANIER, de la R. P.

Un délégué de la Ligue des Droits de l'Homme.

Judi 24 janvier, à 20 h. 30, VILLE-JUIF.

Orateurs : FERNANDEL, de l'U. A. C. R.; JANIER, de la R. P.; JUHEL, de la C. G. T. S. R.; LE PEN; un délégué de la section locale de la Ligue des Droits de l'Homme.

(En 3<sup>e</sup> page, les comptes rendus de nos meetings en province.)

## Pour le Droit d'Asile

## UN GRAND MEETING

organisé par le Comité du Droit d'Asile contre les expulsions administratives, aura lieu le

25 Janvier

Camarades, retenez bien cette date et préparez-vous à y assister en masse.

## LA QUESTION INDIGÈNE

Peu de gens s'arrêtent à l'examen de la question indigène ; on semble affecter de s'en désintéresser presque complètement, tenir pour insignifiants le régime oppressif et les mesures draconiennes que subissent des millions de malheureuses victimes de notre « civilisation » et ignorer avec une obstination aveugle, les cris de profond désespoir que poussent les quelques rares pionniers de l'émancipation indigène.

Il faut reconnaître que la complexité même du problème, ses multiples aspects rendent cet examen aride et peu séduisant ; d'autre part, les informations que nous recevons des colonies sont très souvent irrégulières, tronquées, dénaturées, et ceux-là seuls qui pourraient fournir des relations exactes de la misère indigène sont soigneusement éliminés de la vie sociale active ou proprement « étouffés » par l'Administration, quand ils ne sont pas incarcérés et mis à l'ombre pour de longs mois.

Ni la Presse et le Parlement s'efforcent à vanter et à louer les vertus de nos colonisateurs, il apparaît avec une lumineuse évidence que l'indigène, bien loin de trouver le moindre bénéfice à l'intervention du français dans sa vie économique et sociale, n'a pu, au contraire, que déplorer son immixtion à main armée.

Le législateur lui-même, si libéral qu'il ait été de vouloir paraitre, s'est ingénié à faire de l'indigène la bête de somme taillable et corvéable à merci, que l'on peut impunément piller, rançonner, rosser et tuer. Le fouillis inextricable des lois et des décrets, si préjudiciable déjà aux laborieux de la métropole, ensemble si inique qui fait partie intégrante du système capitaliste actuel, prend sa véritable signification lorsqu'il a son application en terre coloniale.

S'il nous est parcimonieusement accordé, de ci, de là, quelques rares libertés en France, il n'en existe pas aux colonies et il suffit d'ouvrir le moindre manuel de législation coloniale pour s'en rendre un compte parfaitement exact. C'est ainsi, et pour ne prendre qu'une seule des faces du chaos cher aux forbanes barbaresques, que les droits politiques de l'indigène sont à peu près nuls, de par la volonté formelle même des fameux coquins des deux chambres.

Il faut tout d'abord distinguer :

a) Les Français d'origine, c'est-à-dire les personnes venues de France aux Colonies pour s'y établir, ou leurs descendants nés aux colonies ; ceux-là bénéficient de tous leurs droits politiques à l'exception des militaires en activité, déclarés inaptes par les lois militaires de 1889 et 1905 ;

b) Les étrangers, c'est-à-dire ni français ni indigènes, originaires de la colonie n'ayant, en principe, aucun droit politique, bien que certaines dérogations aient été faites pour Madagascar et la Tunisie ;

c) Les indigènes.

Je vais examiner ici quelle est la situation faite à cette dernière catégorie d'individus. L'indigène, par suite d'une politique restrictive éhémère, est soigneusement tenu à l'écart de toute activité politique, éliminé et rejeté dans les ténèbres extérieures comme incapable. Il n'est pas, en effet, citoyen français, mais seulement « sujet français ». Ce distinguo qui est bien subtil, est cependant la source d'une vaste duperie, d'une escroquerie absolument écœurante dont l'indigène fait tous les frais.

En principe (et en fait, pourrions-nous ajouter) le sujet français n'a aucun droit politique, pas même celui de suffrage aux assemblées locales. Par contre, et c'est là un non-sens qui démontre l'arbitraire de nos méthodes colonisatrices, il doit l'impôt, l'obéissance aux lois, à charge par le gouverneur de la colonie de lui faire l'aumône de quelques charges bénéficiaires fort minimes.

Ces quelques charges distribuées parcimonieusement et particulièrement aux créatures affidées aux pro-consuls de la métropole, ne confèrent, du reste, qu'une activité politique fort restreinte. On concède à l'indigène le droit de discuter de ses intérêts avec le colon, mais non des intérêts de la colonie, ce qui est un déni de justice véritable et un abus certain. Car, ainsi qu'il appert des constatations faites par de courageux défenseurs de la vérité, le petit colon n'existe pour ainsi dire pas aux colonies.

V. Spielmann démontre dans son ouvrage : « Les Grands Domaines Nord-Africains » comment le petit colon a toujours été évincé de la terre qu'il occupait, et comment d'immenses étendues de territoire sont devenues propriétés de sociétés capitalistes au détriment de l'indigène d'abord et du petit colon laborieux ensuite, l'un et l'autre amenés à donner leur effort à la fructification de la propriété mercenaire, dans l'impossibilité où ils se trouvaient de faire prospérer la leur.

Mais ce n'est point là le sujet que j'ai entrepris de traiter.

L'indigène, sujet français, n'ayant aucun droit politique, pourrait revendiquer le titre de citoyen français soit par la naturalisation individuelle ou la naturalisation collective. C'est évidemment, obtenu des preuves de loyauté à bon marché en forçant la main à l'indigène, car s'il acquiert la nationalité française, il se trouve, ipso facto, dans l'obligation de satisfaire aux exigences des lois métropolitaines qui défendent précisément ce que tolère, admet ou ordonne la loi musulmane (le Koran).

C'est donc une fumisterie manifeste que cette offre de la France à l'indigène d'acquiescer la nationalité française.

Pris dans ce cercle vicieux, ou devenir citoyen de la métropole en contrevenant aux lois musulmanes, ou renoncer aux droits politiques de citoyen français en servant la loi Koranique, l'indigène préfère s'abstenir. Son fatalisme islamique l'y aide et il croit que, Allah, consacrant par son mutisme, un état de choses qui lui est préjudiciable, tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes. Et de cette abstention fataliste découle naturellement l'exploitation forcée du « sidi » par l'Européen, à des salaires de famine (5 à 6 fr. par journée de 10 à 12 heures de travail), et dans des conditions d'insécurité et d'inconfort révoltantes.

Quant aux droits individuels, ils comprennent trois grandes classes :

a. — La liberté individuelle avec, pour corollaire, la liberté du travail ;

b. — La propriété individuelle ;

c. — L'égalité civile devant les lois, les peines et les juridictions.

Il est évident que cela constitue les droits individuels théoriques, car en fait, il n'y a absolument rien qui puisse être une sauvegarde pour l'indigène, de ses droits imprescriptibles.

De nombreux correctifs entrent en ligne de compte, qui ne sont pas toujours le fait d'une législation inhumaine, mais l'observance quasi-rituelle et la conservation, jusqu'ici sans appel, d'usages ayant force de loi.

L'esclavage proprement dit a été aboli par lois et décrets s'échelonnant sur une période d'un demi-siècle (S. t. c. de 1855 : Décret 12, XII, 1905). La corvée, qui est une forme à peine déguisée de l'esclavage, est la fourniture, par l'indigène à l'Etat, d'un nombre à déterminer de journées de travail, sur simple réquisition des pouvoirs publics et en vue de l'intérêt général (la corvée affecte ainsi la forme d'un impôt assez identique aux prestations). Nous laissons à penser ce que doit être la corvée, combien il est facile aux pouvoirs publics de réquisitionner selon leur bon plaisir et combien est illusoire l'appréciation d'intérêt général qui en est le prétexte habituel.

La liberté individuelle de l'indigène se trouve donc très restreinte du fait de l'intrusion des valets de la métropole dans la vie indigène ; quant à la liberté de travail qui en constitue, parait-il, le corollaire, je n'étonnerai personne en affirmant que le « sidi » est l'être le plus féroce exploitée qui soit, et cela, pour des salaires dérisoires. En outre, n'oubliez pas que le blanc a une très haute estime de soi-même et qu'il méprise et hait profondément l'indigène qui lui a toujours été présenté et qu'il présente toujours comme un être paresseux et souillé de toutes les tares imaginables.

En ce qui concerne la propriété individuelle, elle est un leurre et tous ont présentés à la mémoire les scandaleuses expropriations dont se sont rendus coupables tant de requins-colonisateurs, expropriations qui ont parfois eu leur écho à la Chambre et pour lesquelles on a pu trouver un semblant de justification, qu'avec le prétexte si facile d'une révolte ou d'un incendie de forêt (ce dernier prétexte étant plus particulièrement retenu).

V. Spielmann dans son étude « Critiques et Commentaires » cite, entre mille autres cas, l'acte de Si Nadir, bach agha de Bou-Saada, spoliant la tribu des Ouled-Sidi-Brahim, de 4.600 hectares de terres sous l'œil bienveillant du Préfet d'Alger et la bénédiction du gouverneur décorant le spoliateur, et la séquestration de 50.000 hectares de terres des Hachem, canton de Bordj-bou-Arreidj.

Enfin, l'égalité civile devant les lois... qui est tout un poème mais qui laisse profondément révéler les indigènes à qui l'on en parle, car ils se souviennent certainement du parti-pris de ceux qui les ont jugés ou ont été appelés à apprécier leur témoignage pour des questions d'intérêt privé.

Le pouvoir de la justice pour des délits de minime importance, délégué à des cadés, chefs de douars, achetés à grand renfort de terres usurpées ou de Légions d'honneur distribuées avec le cérémonial qui frappe l'imagination des foules, est aussi arbitraire et oppressif pour l'indigène que l'est le moindre tribunal correctionnel en France pour un salarié trop subversif.

« Les cadés exploitent, écrit encore Spielmann, aussi bien les travailleurs citoyens Français que les sujets Français des colonies. » Ils sont là, comme d'autres ail-

## Militants :

### Anarchistes !

### Sympathisants

C'est à votre intention que nous publions

En deuxième page :

## DES ABONNEMENTS

pour

## LE LIBERTAIRE



leurs de fidèles chiens de garde du capitalisme et de la propriété.

En résumé, l'indigène à qui l'on est allé porter les bienfaits de notre civilisation (!) se trouve être l'individu le plus absolument exploité, nonni, vilipendé, esclave qui existe.

Le prétexte (car décidément, tout n'est que prétexte dans les raisons qui nous sont officiellement fournies) en est, selon un certain Jules Rouanet (étude parue dans « la Dépêche Algérienne », de juillet à novembre 1922), aux antipathies ethniques, car « malgré une certaine mais seulement apparente unité de croyance, les races « disparates qui se coudoient en Afrique ne s'aiment pas et ne se confondent pas ».

Il faudrait cependant bien ne pas prendre tous les habitants de la métropole pour des ignorants ! La France n'est-elle pas elle-même un conglomérat de diverses peuplades bien dissimilables. Ibères, venus en Europe par le Nord de l'Afrique et s'établissant en Gaule sous le nom d'Aquitains ou Vascons ; Celtes très différents des Ibères, venus en Occident par les régions septentrionales de l'Europe ; Kymris, Grecs-Phocéens, venus d'Asie-Mineure pour ne citer que les origines les plus primitives et les plus lointaines.

Lors des grandes émigrations, les descendants de Sigovèse, chef celte ne s'établirent-ils pas en Asie-Mineure, formant la tribu des Galates, après avoir envahi la Macédoine, ravagé la Thrace, pillé le Temple de Delphes ? Y a-t-il ici et là et existant encore, une telle antipathie ethnique entre les différents descendants de ces peuples migrants ?

La vérité est tout autre. Toutes les manœuvres et fausses raisons que l'on nous sert ne sont destinées qu'à masquer les vrais sentiments des colonisateurs officiels. Que l'on ne vienne pas nous parler des bienfaits de notre culture aux colonies, quand un indigène, El Azabi, pouvait écrire dans la « Tribune Indigène Algérienne » du 25-2-1928 : « ... 9/10<sup>e</sup> de nos enfants ne vont pas à l'école ; ceux qui se sont prononcés n'ont pu être admis faute de places. Ils roulent toute la journée dans les rues, prenant ainsi de très mauvais exemples préjudiciables à leur avenir... »

La vérité est qu'il faut que la France impérialiste se ménage d'importants réservoirs de chair à travail et de chair à canon. Chair à travail, courbée sous le fouet et la botte, peinant de l'aurore au crépuscule pour d'infimes salaires ; chair à canon qui défendra une fois encore le droit et la civilisation, parce que, sujets français, les indigènes n'auront que des devoirs et des obligations et point de droits ! Défendons, nous, les opprimés de nos colonies. Défendons-les contre les forçats de la colonisation et aussi un peu contre eux-mêmes. Car il importe qu'ils secouent non seulement le joug de la Métropole, mais aussi celui que leur imposent leurs marabouts et la plupart de leurs chefs, gorgés d'argent français et traités à la cause de l'émancipation indigène.

Qu'ils agitent l'étendard vert de la révolution, mais pas pour retomber plus fanatiques qu'apparaissant sous la coupe de leurs pasteurs musulmans.

Qu'ils brisent leurs chaînes, toutes leurs chaînes ; et libèrent enfin, et leur corps des griffes de la marâtre métropole, et leur esprit de l'emprise du muzzelin.

La est le prix de la liberté ! Est-ce si cher ?

GAUVARD-PE IPO.

## Grand Meeting de Solidarité

en faveur de

**Louis-Paul VIAL**

Lundi 14 janvier, à 20 h. 30, Salle de la coopérative, 14, rue des Laitières, à Vincennes.

ORATEURS

PIERRE BESNARD, du Comité de Défense sociale ;

M. DEJEAN, avocat de Vial ;

JANIER qui, à Lyon, connaît Vial.

TRAVAILLEURS ! pour faire cesser cette monstruosité, pour rendre à la société celui qui est et fut toujours un honnête homme, un grand pacifiste, assistez nombreux à ce meeting.

## VANZETTI ÉTAIT INNOCENT

Frank Silva avoue le crime de Bridgewater

(Suite) (1)

Le chauffeur était seul à l'avant ; deux hommes étaient à l'arrière ; un assis sur le côté et l'autre sur quelque chose qui me parut être la caisse contenant les fonds.

Lorsque je dis « haut les mains ! » le chauffeur et les deux autres hommes n'en firent rien. Ils continuèrent leur route et, tout à coup, des coups de feu furent tirés des deux côtés.

Nous étions derrière des arbres ou des poteaux, à quelques mètres de Hale street. J'ai bien vu l'homme assis à l'arrière ; il était grand. Il se leva de son siège et saisit le volant. A cet instant, le tramway avançant, nous coupa la voiture. Tout d'un coup, j'entendis un bruit de glace cassée et nous ne vîmes plus la voiture que nous avions attaquée.

Nous sautâmes dans notre auto, primes Hale street et jusqu'à Plymouth street, nous protégâmes notre retraite à coups de revolver. Nous ne nous dirigeâmes pas vers la place, mais primes une rue à côté. Aucune voiture ne nous suivit, et un de mes compagnons, Guinea Oates je crois, me dit : « Nom de Dieu, nous avons failli buter sur un cheval et une voiture. » Je dis : « Qu'ils aillent au diable, qu'ils fument le camp ! Nous n'avons pas à nous occuper de cheval et de voiture. »

Ceci se passait avant d'arriver à Plymouth street. Je crois pouvoir me souve-

## PROPOS d'un PARIA

Le métier d'avocat, nous le savons, mène à tout et surtout à la politique. Lorsqu'un avocat réussit à se faire nommer député, il accroit dans de singulières proportions l'importance de ses affaires. Ministre, ou ex-ministre, voire même président de la République, ses prétentions deviennent énormes — demandez-le au « baron » Millerand — et d'importants groupements financiers ou industriels n'hésitent pas à lui confier un « emploi » d'avocat-conseil où il n'a d'autre besogne que d'encaisser à date fixe des appointements considérables.

Je ne veux pas chercher paille à ces messieurs du barreau. Il y en a parmi eux de très dévoués, même désintéressés et nous en connaissons qui, à chaque occasion, n'hésitent pas à nous prêter le concours de leurs connaissances juridiques et de leur éloquence. Il n'est pas besoin de citer de noms. Ceux-là se reconnaîtront.

Dernièrement encore, une centaine d'entre eux, signaient une protestation en faveur de la suppression de l'expulsion par voie administrative. Voilà certes un bon mouvement dont je ne puis que les féliciter. Mais, où je les plains, c'est lorsqu'ils sont obligés de prendre la défense des fripouillards qui composent habituellement les conseils d'administration des sociétés financières et que les hasards de leur métier, les instances de la concurrence mènent à expliquer leurs opérations devant la justice bourgeoise.

C'est ainsi que nous voyons un avocat toujours dévoué à la cause des opprimés prendre la défense d'un ancien ministre qui, sans doute parce qu'il avait eu en mains, les finances de la France, avait désappris à gérer les siennes, un autre soutenant devant les tribunaux les intérêts des plus féroces algériens as bourse, etc., etc.

Ce sont là les exigences de la profession on est avocat ou on ne l'est pas. Mais ce qui est admirable et où je veux en venir, c'est de voir un journal qui se prétend révolutionnaire clamer à tous les échos que « Maître Untel », député du parti des masses et avocat d'affaires importantes, a refusé de prendre la défense d'un escroc quelconque par simple souci de probité morale. Ce serait du dernier comique si de penser que des milliers de bons bourgeois certes, mais combien naïfs, avaient comme pain béni, de semblables calembredaines, ne nous plongeant dans un océan de perplexité.

Ah ! si ce parti, dit des masses, décidait qu'aucun de ses membres ne pourra plus devenir député, ni être avocat, peut-être réussirait-il à se donner une allure révolutionnaire, et à nous faire prendre au sérieux ces soi-disant cas de conscience qui ne sont qu'hypocrites déclamations démagogiques.

Et ce serait vraiment une belle preuve d'attachement à la cause prolétarienne qu'ils semblent défendre que de voir tous les « maîtres Untel » abandonner leurs clients bourgeois pour se consacrer à l'unique défense des persécutés.

N'y comptons pas trop... cependant !... — Pierre Mualdès.

### AVIS IMPORTANT

En raison de la dissolution de la Librairie Internationale, et pour préparer l'ouverture de la LIBRAIRIE DU MILITANT, la vente est suspendue. Seuls ne seront fournis que les ouvrages intéressant la propagande. Nous prions les camarades de patienter quelques jours, nous leur ferons connaître prochainement la date d'ouverture de la LIBRAIRIE DU MILITANT.

### NOTE DE LA REDACTION

Les camarades sont invités à envoyer leur copie pour le lundi au plus tard.

## QUESTION MAL POSEE

Il s'agit de la question angoissante de la guerre, à laquelle tous les gouvernements se préparent fiévreusement, tout en déclarant bien haut ne vouloir poursuivre que des buts pacifiques.

La presse bourgeoise mondiale accuse surtout la Russie de chercher à allumer le feu dans le monde entier, alors qu'en dépit d'une propagande fanfaronne les dictateurs de là-bas ne connaissent que trop leur impuissance militaire. Si les armées tsaristes, malgré les milliards fournis à jet continu par les Alliés n'ont pu que se faire battre, la Russie bolcheviste sans argent et travaillée par une crise aiguë à l'intérieur, ne saurait à plus forte raison envisager une conflagration, ou le nouveau régime sombrerait presque certainement.

A son tour, la presse communiste prétend partout que tous les Etats capitalistes — comme si le régime de l'U. R. S. S. n'était pas capitaliste aussi ! — arment contre la Russie. En réalité, ce ne leur serait pas chose facile de porter la guerre à travers l'Allemagne et les Etats balkaniques dans l'empire de M. Staline. Quant à tenter à nouveau l'expérience des Wrangel, Kolchak et Denikine, si elle n'a pas réussi dans des conditions autrement favorables la possibilité même de semblables tentatives paraît aujourd'hui douteuse.

Non, le danger est ailleurs que dans une guerre déclarée à la Russie ou engagée par elle. En tout cas, à Berne, nos militaristes ne déclarent pas craindre l'invasion russe. C'est un tout autre danger qu'ils prétendent envisager de la part d'Etats dont ils proclament d'ailleurs la solide amitié !

La paix de Versailles — inique au plus haut chef — a laissé de fâcheuses répercussions partout, sans compter que les empires coloniaux sont agités plus que jamais. Les minorités nationales étant toujours fort maltraitées, les haines nationales sont exacerbées. Ajoutez un désir mal déguisé de fascisme chez toutes les bourgeoisies et il y en a plus qu'il n'en faut pour démentir l'instabilité menaçante de la situation actuelle.

Que faire donc ? Nous avons eu une discussion rétrospective sur ce qui s'est passé en 1914 d'un intérêt très relatif. Plus une erreur est lourde, plus il devient difficile pour ceux qui l'ont commise de la reconnaître. Ce qui importe, c'est la nouvelle situation qui nous a été faite, les développements qu'elle peut avoir, la propagande et l'action que nous entendons mener en vue d'une nouvelle catastrophe toujours possible, l'attitude à garder et le rôle à jouer par nous si elle venait malheureusement à se produire.

Les événements, dira-t-on, sont plus forts que les plus beaux programmes. Il ne sert à rien de s'en donner un, puisque, pour finir, nous ne pourrions agir que d'après des possibilités qui nous demeurent inconnues.

Soit, mais à moins d'être fatalistes, nous sommes tenus de travailler à quelque chose, d'avoir et de poursuivre un but. D'autres ne sauraient s'employer avec nous qu'à ce que nous aurons su bien exposer et faire connaître.

Or, une première constatation qui s'impose, est que le monde entier demande aux gouvernements de faire la paix, alors que la guerre n'est que déclarée par les gouvernements, ceux qui la font matériellement sont les peuples.

Ne déplaçons donc pas la question, et tout en houpillant sans cesse les hommes au pouvoir pour leur évidente mauvaise volonté doublée de mauvaise foi, c'est aux peuples que nous devons nous adresser pour les gagner à notre cause de la paix. Fort malheureusement, ils se trouvent divisés en vainqueurs et vaincus mais il devient de plus en plus évident que les vainqueurs ne se trouvent pas logés à meilleure enseigne que les vaincus. Certes, il y a chez les uns un peu plus de gloire, chez les autres un peu plus d'arrogance, et la presse immonde s'en sert pour maintenir les divisions, mais, tout compte fait, le monde entier se trouve y avoir perdu. Et il en sera de même au cas d'une nouvelle guerre.

Dès lors il faut bien nous dire que si nous

## POUR LE MOUVEMENT ANARCHISTE

# Des abonnements pour le Libertaire !

Allons-nous vers les 1.500 abonnés?... ou bien vers la catastrophe ?

Serait-ce les pessimistes qui avaient raison ? Devant les résultats de la semaine qui vient de s'écouler, on serait tenté de le croire et on reste anéanti, navré... 8 abonnés nouveaux, seulement !... quand il en fallait 50, dès cette semaine, pour atteindre les 1.000 !... C'est désastreux...

Nous avons dit et redit, pourtant, les raisons pour lesquelles le journal avait besoin d'un nombre d'abonnés important pour assurer la stabilité de son budget. Nous avons expliqué et développé quels étaient les moyens les meilleurs d'agir avec certitude pour recruter des abonnés nouveaux. Nous n'y reviendrons pas.

Mais nous devons poser à nouveau la question : Les lecteurs de ce journal, les anarchistes révolutionnaires de ce pays, veulent-ils, oui ou non, nous aider à trouver les 50 abonnés nouveaux — puisque nous voici, avec bien du mal, arrivés à 932 abonnés — qui porteront à 1.500 le chiffre, minimum indispensable, des abonnés du « Libertaire » ?

Et, en langage clair, la réponse à cette question se traduit ainsi : Faute de pouvoir équilibrer son budget et de l'appuyer sur les ressources régulières et certaines que lui apporteront 1.500 abonnés. Le Libertaire SE VERRA CONTRAINT DE NE POINT PARAÎTRE REGULIEREMENT CHAQUE SEMAINE.

Est-ce cela que désirent les camarades ? Et cela, c'est ce que nous appelons la catastrophe ! Est-ce vers elle que les anarchistes lui apporteront 1.500 abonnés. Le m'enfichisme — veulent nous achever ?

Il est singulier — et il est décevant pour ceux qui restent sur la brèche de constater que les compagnons ne sentent point que, dans l'époque actuelle, notre effort devrait se démultiplier, alors que par le manque de moyens, nous allons être obligés, sinon de l'abandonner, du moins de le réduire considérablement.

Et moins que jamais, cependant, nous ne devrions envisager cette hypothèse. Une besogne énorme nous sollicite : Tout un mouvement à redresser ; toute une propagande à entreprendre et développer ; des campagnes d'une urgence absolue et d'une nécessité immédiate, dont celle pour l'abo-

Il est singulier — et il est décevant pour ceux qui restent sur la brèche de constater que les compagnons ne sentent point que, dans l'époque actuelle, notre effort devrait se démultiplier, alors que par le manque de moyens, nous allons être obligés, sinon de l'abandonner, du moins de le réduire considérablement.

n'arrivons pas à convaincre les sacrifiés, à plus forte raison les sacrifiés ne sauraient nous écouter. Nous ne tonnerons contre tel ou tel gouvernement qu'en prévision que son peuple lui obéira. C'est dire que nous persistons à espérer quand même des gouvernements ce que nous désespérons obtenir des peuples. La situation est vraiment paradoxale, mais elle s'accorde bien avec la mentalité gouvernementale presque universelle. Pour qu'il en fût autrement il faudrait que la mentalité anarchique qui, hélas ! est bien loin d'exister au sein des masses.

Les gouvernements ne peuvent que vouloir le militarisme et la guerre contre les peuples et ces derniers logiquement ne devraient vouloir que le désarmement et la paix contre les gouvernements. Mais la croyance en l'absolue nécessité gouvernementale fait que les sujets ne sont armés que pour leurs maîtres, alors que les maîtres n'arment que contre leurs sujets. Les maîtres agissent en somme conformément à la logique de leur situation ; les sujets, par contre, entièrement à rebours. Et nous persistons à vouloir convaincre ceux qui n'ont pas d'intérêt à nous écouter, au lieu de nous adresser directement aux masses pour qui la paix est l'intérêt suprême ?

La question de la paix veut le soulèvement de tous les peuples contre tous les gouvernements, ainsi que nous n'avons cessé de le conseiller les anarchistes.

lition de l'expulsion des « étrangers » par la voie administrative n'est pas la moins exigeante de ténacité et d'effort. Est-ce au moment même où elle va atteindre à sa forme la plus accentuée que nous allons être placés dans le cas de renoncer aux espérances qu'elle promet faute de pouvoir la poursuivre régulièrement dans ce journal qui en est la cheville ouvrière, le pivot ?

Pour mener à bien toute cette besogne, à laquelle l'activité de douzaines et de douzaines de militants serait indispensable, seules quelques individualités se dévouent. Les autres, ceux qui s'intitulent des « militants » anarchistes, on ne sait ce qu'ils font ni où ils sont. On aimerait bien, tout de même, quand on ne leur demande qu'un peu d'argent, QUAND ON NE LEUR DEMANDE QUE DE S'ABONNER pour nous libérer, au moins, des soucis matériels qui nous accablent et nous laisser ainsi les coudées franches pour agir à leur place, on aimerait bien qu'ils eussent, seulement, le courage de répondre : Présent !...

La répartition des 8 nouveaux abonnés de la semaine : Aude : 3 ; Finistère : 1 ; Hérault : 2 ; Seine : 1 ; Seine-et-Oise : 1 ; n'appelle aucun commentaire.

Le dilemme reste posé : Ou aller vers les 1.500 abonnés — et ceux qui nous ont compris se hâtent de faire quelque chose. Ou aller vers la catastrophe, c'est-à-dire vers une inaction forcée quand tout est à faire, et, peut-être, vers la disparition, le néant, la mort...

La parole est toujours aux anarchistes.

Envoyez-nous des listes d'abonnés possibles à qui nous ferons, pendant quelques semaines, un service gratuit d'essai.

Réclamez-nous des carnets d'abonnements.

### TARIF DES ABONNEMENTS :

Un an : 22 fr. ; 6 mois : 14 fr. ; 3 mois : 5 fr. 50  
Voir le bulletin d'abonnement en 4<sup>e</sup> page

## Pour que vive le Libertaire

Souscriptions reçues du 27 décembre 1928 au 7 janvier 1929 :

Amis du « Libertaire » : Guilford, Paris, 5 ; Groupe du 15<sup>e</sup>, 22 ; Beltrami, 10 ; Henriette, 2 ; Raoul Colin, 5 ; Jean Vasseux, 5 ; Marguerite Mathieu, 10 ; René Redon, 10 ; Robert Mignot, 10 ; Guilford, Paris, 5 ; Guillemard, 10 ; deux copains de Courcouronnes, 10 ; deux copains de Cosne, 20 ; Pierre Leroy, 10 ; Treguer Jean, 7 ; groupe du 15<sup>e</sup>, 23 25 ; Colin Raoul, 5 ; Jean Vasseux, 5 ; un vieil Anar, 15 ; Raoul Colin, 5 ; Jean Vasseux, 5 ; Richard Paul, 5 ; Louise Jourdan, 5 ; A.O.S.P. versement de décembre, 200 ; Groupe coopérateur de Sartrouville, 124 francs 20 ; J. M. Esperanto, 3 ; Belguet caisse du 10<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup>, 23 30 ; N'importe, 2 50 ; Person, 4 ; Gravy, 5 ; Appal, 1 75 ; Bécarré, 3 ; Ton corps est à toi, 2 ; Goullenoire Pierre, 5 ; Filiol Anatole, 4 50 ; Terrasson, 5 ; Bonnaud, 4 ; Croûton, 5 ; Aladenise, 5 ; X., 170 ; Moreau, 5 ; Fontaine, 2 ; Claude, Houilles, 28 ; Beaumard, 7 ; Conlet, 8 ; Dénies, 4 ; Gavaré, 3 ; Pour votre propagande, 30 ; En passant, 2 ; Ernest, 2 ; Luvet, 4 ; Vidal Joseph, 9 ; Demichellis, 5 ; Rougier, 3 ; Fontana, 8 70 ; Hoche Meurant, 5 ; Y., 10 ; Lesimple, 10 ; Martin, 4 50.

Total de cette liste : 947 10.

Une souscription permanente est nécessaire pour assurer la parution régulière de notre journal. Camarade, n'oubliez pas d'envoyer ton obole, si minime soit-elle, à N. Faucier, chargé postal Paris 1165-55, 72, rue des Prairies (20<sup>e</sup>).

Réponse. — Oui, je n'étais pas blanc. Naturellement, je ne m'en vantais pas.

D. — A quelle heure, pensez-vous que fut attaquée la voiture de L. Q. White Company ?

R. — Autant que je puis me souvenir, il était 7 h. 1/2 ou 8 heures moins le quart. Je ne pense pas qu'il fût 8 heures.

D. — Doggy Bruno, Guinea Oates et San Marco se trouvaient-ils hors de la voiture lorsque vous avez crié : « Haut les mains » à l'escorte et au conducteur de la voiture transportant l'argent ?

R. — Non, Doggy et San Marco. Doggy et San Marco seuls s'y trouvaient. Il n'y avait que Oates dans la voiture.

D. — Vous souvenez-vous comment vos compagnons étaient vêtus ?

R. — Oui, ils avaient des pardessus et des chapeaux mous, pas de casquette.

D. — Portaient-ils des masques ?

R. — Non.

D. — Leurs chapeaux étaient-ils baissés sur les yeux ?

R. — Oui.

D. — Le col de leur pardessus était-il relevé ?

R. — Je ne m'en souviens pas, mais nous le relevions généralement pour rendre notre identification plus difficile.

D. — Vous rappelez-vous de l'homme avec lequel vous avez travaillé à L. Q. White Company et qui vous renseigna sur la paie et le montant de celle-ci ?

R. — Non, je ne me souviens plus de son nom.

D. — Y avait-il quelque auto ou quelque personne sur les lieux lors de l'attentat ?

R. — Non, autant que je puis me souvenir.

D. — Fûtes-vous poursuivis ?

R. — Non, pas que je sache ! Naturellement, il pouvait fort bien y avoir des gens à nos trousses.

D. — Je suppose que ce fut le tram qui bouleversa vos plans ?

R. — Absolument, le tram passant en-

tre nous et la voiture attaquée, nous coupa de celle-ci.

D. — Lorsque vous et Doggy Bruno vîtes arriver l'auto à la banque, êtes-vous retournés vers Hale Street où se trouvaient Guinea Oates et San Marco avec votre auto ?

R. — Oui, immédiatement.

D. — Doggy et vous, êtes-vous montés dans l'auto ?

R. — Non, nous ne montâmes pas en voiture. Seul, Doggy y prit place. Je restai derrière un arbre.

D. — Pourquoi êtes-vous resté derrière un arbre ?

R. — Pour indiquer l'arrivée de la voiture à dévaliser.

D. — De l'endroit où vous étiez, pouviez-vous voir parfaitement Broad Street en direction de la place d'où l'auto devait arriver ?

R. — Oui, très bien.

D. — Vous avez dit avoir entendu un bruit de glace brisée après la fuite de la voiture de la White Company. Pourriez-vous dire ce qu'il y avait de cassé ?

R. — Je ne sais pas, peut-être un pare-brise, je ne pourrais l'affirmer.

D. — Où étiez-vous assis au moment de votre fuite de Bridgewater ?

R. — Sur le siège arrière.

D. — A votre injonction « Haut les mains ! », le personnel de la voiture attaquée ouvrit-il le feu sur vous ?

R. — Je crois que oui ; au lieu de s'arrêter, ils firent en tirant. J'en suis presque sûr.

D. — Vous et vos amis fûtes-vous ?

R. — Pour ma part, je courus derrière un arbre me mettre à l'abri.

D. — Que firent Doggy et San Marco ?

R. — Je crois qu'ils firent de même.

D. — Vous et vos amis continuâtes-vous, pendant sa fuite à tirer sur l'auto ?

R. — Lorsque le tram arriva entre nous et eux, nous cessâmes de tirer.

(1) Voir les numéros des 28 décembre 1928 et 4 janvier 1929.



## CHOISSONS NOS COMPAGNES

Nous n'avons pas en écrivant ces lignes la prétention d'innover en la matière : Le sujet a déjà, à plusieurs reprises, été traité. Il n'est cependant pas inutile d'y revenir. Il est de certains sujets d'actualité que nous occupent de notre mouvement spécifique : le mouvement anarchiste, il conviendrait d'examiner les causes particulières — et elles sont multiples — qui font que nous nous débattons péniblement dans une situation dont ceux qui nous ont précédé portent une lourde responsabilité.

Mais là n'est pas le sujet ! Nous visons plus haut : La propagande émancipatrice en général.

Hélas, il faut bien le constater — au risque de voir se dresser contre nous certaines « féministes » — la femme est en l'état actuel des choses un des formidables obstacles à la propagande révolutionnaire.

Oh ! j'entends bien la réplique que ne vont pas manquer de faire certaines de nos camarades femmes, piquées à tort d'ailleurs, dans leur amour-propre. Soit, ne vont-elles pas manquer de répondre, nous voulons bien vous concéder que la femme en général est réfractaire aux idées d'émancipation, mais à qui la faute ? N'est-ce pas l'homme qui, dans les différentes sociétés qui se sont succédées, a été le maître absolu. N'est-ce pas lui qui a forgé les lois. N'a-t-il pas couronné sous son joug la pauvre femme lui déniait bien souvent toute personnalité, la considérant plus comme un accessoire unique, destiné à la reproduction de l'espèce, que comme son égale. Au surplus — ne manqueront pas d'ajouter nos charmantes compagnes — s'il est vrai que si les femmes en général ne sont pas d'ardentes révolutionnaires, avouez entre nous que les hommes ne leur sont pas — dans cet ordre de choses — tellement supérieurs.

Et nous risquerions si nous les suivions sur ce terrain, de nous engager dans une polémique à n'en plus finir. Si tel était le résultat de cet article je préférerais de suite abandonner la plume.

Non nous n'avons pas l'intention de discuter à perte de vue, à savoir si la femme est inférieure ou supérieure à l'homme. Nous disons simplement, puisque certaines féministes prétendent que la femme est telle par rapport à ce pauvre bipède du sexe laid.

Non, il suffit des frontières entre les peuples, n'y en ajoutons pas entre les sexes. Pour nous anarchistes, il est bien entendu que la femme est notre égale, ayant les mêmes besoins, devant jouir des mêmes avantages ; en un mot avoir en toutes choses les mêmes droits que l'homme.

Mais ceci dit, il n'en reste pas moins que la femme est, soit pour les causes que nous avons citées plus haut, soit pour d'autres causes que nous ne voulons pas analyser ici — un obstacle à notre propagande d'émancipation sociale.

L'expérience des militants, acquise au cours de nombreuses années de lutte ne le démontre-t-il pas ?

Quel est celui d'entre eux qui ne s'est pas heurté, en allant chez tel ou tel camarade, à la mine rébarbative de la compagne le recevant comme « un chien dans un jeu de quilles... », étant considéré par elle comme celui qui vient déboucher son « mari » (ce qui ne serait pas flatteur pour ce dernier si c'était vrai). Parce qu'en effet celui qui ne fréquente les réunions que parce qu'il est « entraîné » est un bien tiède militant. Et que nous avons nous assisté à ces scènes de ménage, le soir ou le dimanche, victime de la vindicte patronale rente au logis avec son « sac ».

Et les soirs d'hiver où, harassé par les longues marches, dues à la recherche d'un emploi introuvable il rentre à la maison quelquefois découragé, que ne lui faut-il pas entendre. Toujours le même répertoire de reproches. Non seulement ne trouvant pas chez lui le confort qu'il serait en droit d'attendre, mais rendu au contraire responsable direct de la misère qui sévit au foyer, l'ouvrier cède et va rejoindre l'immense armée des résignés. Encore un militant de perdu dont bien souvent on ignorera la cause déterminante.

Et ils sont plus nombreux qu'on le pense généralement ces ménages, véritables enfers pour celui qui ne veut pas abdiquer.

Eh oui, quand dans un groupe, un syndicat, quelque bon camarade vous aura quitté sans donner de raison valable, jetez un coup d'œil vers sa vie familiale, et bien souvent n'en doutez pas vous aurez la clef de l'énigme.

Mais, d'autant de nombreux camarades, avec lesquels je suis d'accord, le fait d'être malheureux en ménage, ne justifie pas le départ d'un camarade de son organisation. Le militant, digne de ce nom, s'il a foi en les idées qui nous sont chères ne doit pas se laisser arrêter par de telles considérations. Il doit toujours marcher de l'avant, dût-il pour cela « planter » la « compagne acariâtre ».

C'est vrai. Mais la chose n'est pas si facile qu'on ne le pense généralement. Lorsqu'il y a des enfants, le père recule devant la séparation, qui livrera peut-être les pauvres petits à l'éducation que ne manquera pas de leur donner leur mère.

D'autre part, s'il y a un mariage légal, le mari recule devant la perspective d'un long divorce où il faudra étaler devant les chats fourrés les différentes péripéties de la vie conjugale.

Et puis en l'état actuel des choses, une séparation après plusieurs années de vie en commun comporte beaucoup d'âpres, d'autant plus que ces séparations sont rarement conclues à l'amiable et jamais en toute camaraderie.

D'autres nous diront : « il n'est pas de femmes réfractaires aux idées : c'est à l'homme à faire l'éducation de sa compagne ». Voir. Certaines femmes ont une véritable haine pour tout ce qui touche à la propagande.

Que l'homme passe des journées entières au « bistrot » à jouer aux cartes, au billard, passe encore, mais qu'il se mêle des questions sociales, horreur !

Enfin, « l'homme doit rester lui-même », déclament les jérémiades il doit s'« affirmer ». Soit. Mais chose paradoxale, tel camarade qui, à l'usine, au chantier, dans la rue est prêt à tout pour se faire respecter, tel qui est contre l'« autorité d'où quelle vienne » ne résiste pas un seul instant au regard courroucé de sa « douce moitié ». Ainsi va la vie...

Alors, que faire ? Que faire ! Il faut d'abord intensifier la propagande auprès des femmes. C'est le travail de tous les compagnons. Il faut bien leur faire remarquer que la lutte que nous menons ne vise pas seulement à affranchir le sexe masculin de la servitude, mais qu'elle profite surtout à la femme doublement esclavée des lois en général, de l'homme en particulier.

Besogne ingrate, certes, mais à laquelle il ne faut pas faillir.

Mais il faut surtout prendre les choses comme elles sont et parler au plus pressé. C'est donc à nos jeunes camarades que nous nous adressons aujourd'hui. A ceux qui arrivés au carrefour de leur vie, cherchent l'âme sœur avec laquelle ils auront à parcourir le rude chemin qu'est l'existence du militant. Qu'ils n'oublient pas qu'ils portent sur leurs épaules le lourd fardeau de la propagande de laquelle dépend l'avènement de notre idéal.

Qu'à la veille de contracter mariage ou union — dans leur esprit — durable, il ne se bercent pas d'un doux optimisme qui leur serait pas la suite préjudiciable. Qu'ils n'initient pas ceux de leurs aînés qui, mariés à une femme réfractaire à leurs idées, pensant l'amener quelque jour à meilleure composition, se sont aperçus par la suite qu'ils s'étaient lourdement trompés.

Mais c'est au mouvement lui-même, qu'il appartient de faciliter aux jeunes camarades, le choix d'une compagne agréable. En dehors des fêtes artistiques qui ont leur incontestable utilité, il nous faut organiser quelque chose de plus intime : les goguettes fraternelles ou vieux et jeunes se retrouveront pour « pousser » la bonne chanson et pourquoi pas, esquisser un pas de danse aux sons d'un orchestre — qui pour n'être pas professionnel — n'en serait pas moins entraînant. Mais que viens-je de prononcer là : le mot danse. Hérisse, vont s'exclamer les « purs » entre les « purs ». « Danser n'est pas anarchiste ». Ceci dit en vertu du principe qu'un anarchiste ne doit pas faire — absolument pas faire — ce qui se pratique ailleurs. Laissons de côté ces critiques sau-

## Pour le droit d'asile

(Suite de la première page)

### UN MEETING EST INTERDIT À CARRIÈRES-SUR-SEINE

Le groupe de Bezons nous communique :

« Le maire radical-socialiste de Carrières-sur-Seine a interdit notre meeting pour le droit d'asile qui devait avoir lieu, samedi dernier, 5 janvier, à 20 h. 30. Peu avant l'heure choisie, le Café qui nous avait loué sa salle était bouclé hermétiquement et quelques « pandores du mobila » étaient placés dans les parages. Force fut donc de remettre le meeting à une date ultérieure.

Il va sans dire que nous n'avons pas dit notre dernier mot et nous espérons que « Théodore », le « bon républicain » qui préside aux destinées de la commune, s'en mordra sous peu les doigts, ainsi que le patron de la salle : son complice.

Nous relevons le gant et, dès maintenant, pour protester contre l'attitude mussolinienne du « bon maire républicain », nous organisons une

### GRANDE DEMONSTRATION

qui aura lieu dans le jardin de la Mairie, le dimanche 20 janvier, à 14 h. 30.

Pour la bonne réussite de cette manifestation, nous comptons sur le concours des camarades syndicalistes et anarchistes de toute la région parisienne.

Le Groupe anarchiste communiste de Bezons.

## Nos meetings en Province

### BORDEAUX

Le jeudi 4 janvier, le meeting du Comité de droit d'asile s'est déroulé à l'Aldénée.

Antignac présida et souligna que la dictature policière devient de plus en plus arrogante. Il compare le temps où le droit d'asile était sacré et notre époque où règne l'arbitraire et le mouchardage.

Odon rappelle les résultats des campagnes entreprises par le Comité du droit d'asile. La bataille contre les expulsions administratives, par son sens général, intéresse les hommes de cœur, sans distinction d'opinion. Par là, l'ennemi, le Comité du droit d'asile saura obtenir satisfaction.

Lapeyre, documents en mains, cite des cas d'arbitraires qui sont le fait de policiers bordelais. Son argumentation précise ne peut laisser place à aucun doute, si le peuple de ce pays ne réagit pas, demain il portera la responsabilité d'un régime policier dont il subira les conséquences. Défendez les travailleurs qui sont nés de l'autre côté des frontières, c'est nous défendre nous-mêmes.

Rebeyrol avocat du Secours Rouge se déclare solidaire de la campagne entreprise. D'après lui, l'auditoire du soir douloureux des émigrés. Il faut lutter pour obtenir en faveur « des étrangers » le droit de se syndiquer, le droit de vivre solidaire des travailleurs de ce pays. La C. G. T. luttera en faveur du droit d'asile.

Loréal dernier orateur stigmatisa les dictatures sanglantes. La police internationale traque nos compagnons pros crits ; à nous de savoir exiger le respect du droit d'asile. Les travailleurs, les producteurs sont chez eux, partout où ils se trouvent.

Dix ans après la guerre, il ne doit plus y avoir place pour des « sentiments » xénophobes qui jettent les hommes les uns contre les autres. Les peuples n'ont pas de patrie, leurs ennemis se sont les maîtres de partout.

grenus. On peut très bien aimer la danse et n'en être pas moins pour cela anarchiste, à condition, naturellement... de n'en pas faire le centre professionnel de sa vie.

Oui, il nous faut organiser et développer — là où elles existent déjà — les soirées et matinées fraternelles que fréquenteront les familles amies. Et bien entendu que de ces goguettes seront exclus tous ceux pour qui l'anarchisme est synonyme de tenue décente et de langage malsain.

A ces petites fêtes, n'en doutons pas, nos jeunes compagnons pourraient « trouver » — là mieux qu'ailleurs — à défaut de la militante, la camarade, déjà préparée par les siens à devenir une compagne dévouée. Une compagne, qui pensera ses blessures et lui apportera le réconfort nécessaire dans le formidable combat qu'il aura à soutenir contre toutes les forces de régression sociale.

R. BOUCHER.

### TOULOUSE

C'est dans une salle assez bien garnie, malgré la température inclemente, que s'est tenu notre meeting.

Après que le camarade Tricheux eut ouvert la séance par une brève allocution, Odon exposa comment en présence des événements était apparue la nécessité impérieuse de créer un Comité de Défense du Droit d'Asile.

Il dit que grâce au dévouement des camarades, la campagne contre les expulsions administratives s'annonçait sous les plus heureux auspices. Il dit la confiance que nous pouvons avoir dans le couronnement de nos efforts si nous savons être persévérants.

Puis c'est le tour d'un proselit, socialiste italien qui vient dire en accents émus, combien la campagne entreprise, à la sympathie de tous les proselit, de tous les réfugiés italiens qui ont dû se garer des coups de l'immense Mussolini. « Nos camarades résistés la bas, dit-il, ceux du domicile forcé, ceux qui emprisonnés souffrent mille tortures, seront reconfortés ».

Puis c'est Forques de la B. S. Travail, confédérée qui rend hommage aux anarchistes que l'on trouve toujours au premier rang de la bataille, lorsqu'il faut protester contre une injustice ; il nous assure que cette campagne le trouvera toujours à nos côtés, car l'arbitraire des expulsions administratives est trop révoltant, trop insupportable et nous devons de toutes nos forces nous employer à le faire cesser.

Autre proselit Italien, membre de la Ligue des Droits de l'Homme, Pedrini, que nous avons toujours retrouvé au long de la campagne Sacco-Vanzetti, est venu ajouter aux nôtres, ses protestations vibrantes d'enthousiasme.

Un réfugié espagnol se joint aux précédents orateurs pour nous dire, dnu, la douleuruse et lamentable situation de ses frères en France, qui fuient les vexations du Primo, sont si souvent victimes de la répression policière.

Puis c'est Loréal qui dévoile la collusion de la police française avec les gouvernements de dictature. L'impossibilité pour les étrangers de vivre en France s'ils se refusent à s'asservir au « fle » ; il dit le danger qui menace le prolétariat français s'ils se désintéressent du sort qui est fait dans ce pays à ses frères étrangers, réfugiés dans cette république, qui, peu à peu, foule au pied les libertés d'anlan. 48 ouvrait large les portes aux pros crits : avant guerre, les nihilistes étaient légion à Paris, qui pouvaient se réjouir tranquillement et dont la presse était tolérante.

Loréal invite l'assistance à faire en tout lieu la propagande nécessaire pour que cesse ce scandale et que l'étranger puisse profiter du peu de libertés dont nous pouvons encore jouir.

La réunion prend fin après un appel à la solidarité pour que puisse se continuer notre effort. Belle réunion, grands espoirs. — Le Groupe de Toulouse.

### CARCASSONNE

Ici, la politique est reine, et tout ce qui n'a pas trait aux élections ou bien encore tout ce qui ne vient pas de Sarraut n'a plus le don d'intéresser la population depuis les festivités de l'an dernier.

La salle de la Bourgade du Travail n'était donc que peu garnie. Mirande, de Toulouse, présida et prononce des phrases bien exactes en ce qui concerne la carence de toutes les organisations de gauche dans ce meeting.

Puis Loréal expose les raisons de cette campagne, les motifs pour lesquels elle doit s'amplifier et il dit pourquoi, en cette occasion, nul être humain, quelle que soit son opinion, ne saurait, sans manquer aux plus élémentaires lois d'équité, rester indifférent devant le scandale constitué par les expulsions administratives.

La séance est levée sans que les invités aient pu prendre la parole. Les membres des organisations de gauche furent relevés.

### LIMOUX

Le meeting qui devait avoir lieu dimanche ne put se tenir, et ce de par la volonté du commissaire de police.

En effet, nos camarades français ne demeurant dans cette localité, le magistrat fit savoir qu'il interdirait la réunion si le bureau n'était fermé conformément aux lois. Il menaçait, en outre, le camarade espagnol qui avait fait relayer la salle par un socialiste, de l'expulser s'il ne se tenait pas tranquille.

Nous ne pouvons que nous élever contre ces procédés qui tendent à faire de la France une succursale de l'Espagne et de l'Italie.

## Nos Conférences

### GRUPE DES 13<sup>e</sup> ET 14<sup>e</sup>

Samedi 19 janvier, à 20 h. 30, 163, bd de l'Hôpital, métro : Italie. Conférence par ANDRIEU, de la 13<sup>e</sup> région fédérale de la C. G. T. S. R. sur le sujet :

NOTRE J. G. T. S. R.

Participation aux frais : 1 franc.

## PRÊTRES

Donc, le Couroumba est un jeteur de sorts. Il a maléficié la gélina qui crève de la pépie, il a enguignonné le veau qui ne profite pas, maraillé la vache qui maigrit. Qu'un homme vienne à mourir, sa maladie est le fait de ces abominables. Un jour, Todas et Badagas se réunirent pour les exterminer, mais les maudits échappèrent dans les bois. Redoutés de tous, ils ont tout à redouter ; leur vie est en danger perpétuel. A chaque instant, une bande irritée peut les assaillir, impatiente de venger quelque prétendu méfait. Nul d'entre eux qui n'ait été maltraité, quelque peu lapidé. Autant de services, autant de titres d'honneur ; ils sont flattés qu'on leur attribue un pouvoir qu'ils voudraient bien posséder. Comme les sorciers normands, ils « aiment mieux passer pour exercer une industrie de fripons, que de laisser croire qu'ils font un métier de dupe ». Flattés de la mauvaise réputation dont ils jouissent, ils s'offrent à dénouer ce qu'ils passent pour avoir noué, à retirer les sorts qu'on les accuse d'avoir jetés. — Le froment est nié et les tourtereaux ont la gravelle ? La tête est endolorie et l'estomac embarrassé ? Un de ces coquins survient, offre d'évincer le démon — comme cela se trouve... il est de ses amis particuliers ! — il chassera Belzébuth par Belzébuth. — Les insectes ravagent les emblavures ? Le remède est tout trouvé : qu'un Couroumba se mette à quatre pattes et beugle comme un veau.

« ... La famille entière assistait à l'inauguration des labours, à laquelle présidaient deux ou trois Couroumbas. L'un posa sur le terrain une pierre qu'il couvrit de fleurs sauvages ; en se prosternant, il l'encensa, l'aspergea avec le sang d'un bouc. Puis il saisit la charrue, la conduisit pendant une minute ou deux et passa la main au paysan ; après quoi, il se retira, emportant la tête de la bête sacrifiée. A la moisson, pour se payer de ses services, il chargea autant de gerbes que son dos peut porter ; et après dépiquage, il réclame le soixantième pour sa part et portion. »

Les augustes fonctions qu'ils remplissent aux Quatre-Temps badagassiens ne les empêchent point de jouer en d'autres occasions les rôles de mimes, sauteurs, flûteurs et tambourinaires. Sorcier et saltimbanque, prêtre et bouffon, flou et artiste, personnage complet. Les pauvres Badagas ont imaginé de lui faire boire du lait en certaines occasions, persuadés que ce breuvage si blanc et si pur, sorti des flancs d'une vache, honnête créature, lui blanchira l'âme, lui inspirera la candeur. Le Couroumba se laisse faire. Il nous rappelle et les sauvages Thessaliens auxquels les civilisés de l'antiquité attribuaient d'effrayants pouvoirs, et ces Juifs du moyen âge dont le nom infecta longtemps le démonisme, ces Juifs que le synode d'Elvira interdit aux fidèles d'appeler pour incanter les champs. Pendant plusieurs siècles, les chrétiens se glissaient aux plus sombres réduit des ghettos, y consultaient les néromanciens et diseurs de bonne aventure, quoique ou parce que passant pour crucifier le Christ. Longtemps le mire juif fut préféré à tous autres : car il était réputé maître en alchimie, en astrologie, en magie noire. L'Ancien Testament, tant en hébreu qu'en latin, passait pour un grimoire redoutable.

Contemplez ces prêtres et mendiants des jungles, ces jeteurs de sorts et rebouteux, ces tire-laine et histriens ; gardez-les dans votre souvenir. Ces humbles ancêtres des castes sacerdotales font comprendre pourquoi les ministres des autels, malgré la respectabilité, les énormes pouvoirs et la toute-puissante influence qu'ils ont su gagner, n'ont pas lavé la tache originelle. Ceux-là même qui s'agenouillaient devant eux les croient corbeaux de malheur, ruseux de mauvaise augure ; craignent de les rencontrer, de les avoir pour compagnons de voyage. Le peuple à la vague, mais ineffaçable souvenir que les oracles qu'ils rendent aujourd'hui au nom des anges de lumière, ils les avaient délivrés jadis par un soupirail de l'enfer. Ces serviteurs du Très-Haut, il se rappelle les avoir connus suppôts du diable, et se méfie. Il se méfie... mais plus il se méfie, mieux il est dupé.

(Les Primitifs.)

Elie RECLUS.

## Comment j'ai trouvé Frank Silva, par Jack Callahan

C'est mon vieil ami Silas Bent qui m'a mis dans l'affaire Sacco et Vanzetti. Et voici comment :

En janvier 1928, j'allais lui rendre visite à New-York. J'avais ébauché une pièce et désirais avoir son opinion avant de l'écrire. Après notre discussion sur la pièce, nous causâmes des jours passés ensemble 8 ou 10 ans auparavant dans le petit village de Greenwich, nous parlâmes de choses et d'autres, d'écrivains et d'artistes connus. Quelques-uns de ceux-ci étaient parvenus à la gloire ; d'autres étaient morts et d'autres enfin tiraient toujours le diable par la queue.

La conversation vint sur l'affaire Sacco-Vanzetti. Je parlai du point de vue d'un homme qui connaît son bas monde et les méthodes particulières à chaque type de criminel. Car je connais très bien les détectives et leurs méthodes, de même que je connais les criminels et les leurs !

Deux faits saillants ressortent des affaires de Bridgewater et de South Brainty. De suite, j'indiquai à Bent que ces deux hommes avaient été sacrifiés. Ces deux faits, je vais les examiner en détail et prouver que la police voulait perdre le marchand de poisson et l'employé cordonnier.

(A suivre)

D. — Les personnes attaquées par vous continueront-elles le feu ?

R. — Je ne pourrais pas dire de quel côté le feu cessa en premier.

D. — Que faites-vous après la fuite de la voiture attaquée ?

R. — Nous sautâmes en auto et nous enfûmes.

D. — Vous avez parlé d'un garage à Needham, dans lequel vous auriez pénétré pour y voler des numéros ? Dans quel but ?

R. — Pour les mettre au dessus des nôtres afin de dépister les recherches.

D. — Les bandits en auto usent-ils généralement de ce procédé ?

R. — Oui.

D. — Combien d'hommes y avait-il sur le siège avant de la voiture attaquée ?

R. — Un seul, juste le chauffeur, je crois.

D. — Combien d'hommes y avait-il à l'intérieur ?

R. — Deux.

D. — Savez-vous combien d'hommes de la voiture attaquée possédaient des armes et en firent usage contre vous ?

R. — Je ne saurais dire si tous trois ou deux seulement étaient armés. Je crois cependant que les deux hommes de l'arrière étaient armés et probablement le chauffeur aussi.

D. — Connaissez-vous B. Vanzetti ?

R. — Non, monsieur.

D. — Connaissez-vous tous les Italiens du bas monde ?

R. — Non, pas tous, mais la plupart.

D. — Parmi vos connaissances dans le monde, savez-vous s'il en était qui connaissent Vanzetti avant cet attentat ?

A. — Non, je ne les ai jamais entendus parler de lui.

D. — Quand avez-vous appris que Vanzetti avait été arrêté pour l'attentat de l'auto de la White Shoe Company ?

R. — Lorsque Moore (1) vint me voir à la prison d'Atlanta en 1920 ou 21, je ne sais plus exactement.

(1) Avocat du Comité Sacco-Vanzetti.

D. — Lorsque vous êtes allé dans le garage de Needham et voler les numéros, avez-vous causé avec quelqu'un dans le garage ?

R. — J'ai causé à un homme, je ne sais pas si c'était le contremaître ou un étranger.

Signé : Frank Silva.

Signé et juré en ma présence le 10 août 1928. (Signé) J. Lynn Eddy.

### Le témoignage de Mede

Lorsque Silva a dicté ces témoignages dans les bureaux de l'Outlook, il a été accompagné de Mede, le grand chef, et de Jack Callahan. Mede fut interrogé sur la véracité du récit de Silva. « C'est la vérité », dit-il, « je ne serais pas ici s'il n'en était autrement ».

« Voulez-vous le confirmer ? »

« Certainement ». Et Mede apporta son témoignage. Le voici :

New-York, le 10 août 1928.

Sous la foi du serment, je soussigné, Jimmie Mede, déclare : « Je connais Frank Silva depuis plus de vingt ans. Je connais San Marco depuis plus de quinze ans. Toute ma vie j'ai connu Bruno et je connais les frères Oates depuis 5 ou 6 ans avant l'affaire de Bridgewater.

En 1917, je tenais un « abac-Cireur » à Boston dans Hanover Street. C'était le rendez-vous d'une bande d'algèbres. Un grand nombre de coups y furent préparés. Parmi ceux-ci figure celui de Bridgewater contre la White Shoe Company. Silva m'en parla un jour et Silva, San Marco et moi, nous y rendîmes à deux reprises pour étudier l'affaire.

C'était en octobre 1917. En novembre, je m'enfuis de chez moi à cause d'un attentat commis à Cambridge. Je fus arrêté et fus condamné en mars 1918. En prison, en

mars 1920 je crois, je rencontrai Joé San Marco. Nous parlâmes de choses et d'autres nous intéressâmes et il me causa de l'affaire de Bridgewater. Il me confia qu'il avait participé à ce sale coup. Il me nomma à ce moment-là Frank Silva. Doggy et lui-même comme ayant pris part à cette affaire. Je ne me souviens pas qu'il m'ait parlé de Guinea Oates. Je ne suis plus rien de cela jusqu'en 1921 ou 1922. Je ne pourrais, sans consulter mes notes, préciser certains points de l'affaire de Bridgewater.

Lorsque Fred Moore et deux autres personnes vinrent me questionner à son sujet, je refusai de répondre. Quelque temps plus tard, M. Moore revint seul et tâcha de me persuader qu'il était indispensable que je parle pour faire la lumière sur l'affaire de Bridgewater.

Après une assez longue discussion, et de nombreuses promesses, je refusai à nouveau. Cette fois, je priai Moore de me laisser tranquille jusqu'à ce que je jolienne ma liberté sur parole. Cette liberté obtenue, lui dis-je, je verrai ce qu'il m'est possible de faire pour vous aider. Tout ce que je pourrais dire actuellement me nuirait pour l'obtention de cette liberté.

D'une façon que j'ignore, M. Vahey apprit que M. Moore était venu me voir en prison. Immédiatement, il accourut à son tour, accompagné de M. J. Ross, pour savoir ce que Moore m'avait demandé. Je lui répondis n'avoir rien déclaré à ce dernier. M. Vahey me dit « ne dites jamais rien si vous tenez à ne présenter une nouvelle demande en grâce. Ne vous hasardez jamais à parler de l'affaire Sacco et Vanzetti ». Vous savez que mon frère a défendu Vanzetti et vos déclarations ne pourraient que lui nuire.

Je lui promis de garder le silence. Je fis à Ross la même promesse. Ross à cette époque fréquentait l'entourage de Thayer et lui aussi me recommanda de ne rien dire sur cette affaire. Je déchargeai M.

Vahey de mes intérêts pour les confier à Thomas L. Riley.

A ce moment, je revis Moore et lui dis ce que j'avais appris de San Marco, mais je le priai de ne rien faire avant que je n'ai obtenu ma liberté sur parole. Moore vit San Marco qui lui causa aussi de l'affaire de Bridgewater en le priant de n'en rien dire avant qu'il n'ait recouvré sa liberté.

Je fus libre sur parole peu de temps après. Moore vint chez moi me demandant de le décharger de sa promesse. Il avait besoin de moi pour enquêter sur l'affaire ; je lui prêtai mon concours. Je lui dis tout ce que j'en connaissais. Je vins à New-York au sujet de l'affaire de South Brainty. J'intervis avec un ancien bandit de Boston. A ce moment-là à New-York, et lorsque je sentis le danger que présentait un pareil travail, je retournai chez moi et résignai mes fonctions d'enquêteur.

J'avais été averti par ce type d'avoir à fiche le camp, de m'occuper de mes affaires, de retourner chez moi.

Moore m'offrit plusieurs centaines de dollars pour que j'aille à Atlanta interviewer Silva. Je refusai carrément, sachant que Silva ne parlerait pas, le connaissais trop bien. Ils en eurent assez de moi et jusqu'à ce que je fusse convoqué par le Gouverneur Fuller, plus rien ne me fut demandé au sujet de l'affaire Sacco-Vanzetti.

Signé : James Mede.

Signé et juré devant nous, ce 10 août 1928. (Signé) J. Lynn Eddy.

Pour connaître les raisons qui ont persuadé Silva et Mede à apporter les présents témoignages, il est nécessaire de présenter ici Jack Callahan. C'est un ancien cambrioleur. Il y a quatorze ans, il abandonna cette vie et entreprit son éducation. Pendant ces quatorze années de travail, il s'est solidement établi dans les affaires de la société. Il compte aujourd'hui parmi ses amis des gens de toute sorte, et entre au-



## LA VIE DE L'UNION

## PARIS-BANLIEUE

C. I. Féd. Parisienne, samedi 12 janvier, local habituel. Présence indispensable.

Par suite de circonstances exceptionnelles, l'assemblée générale de la Féd. Parisienne qui devait avoir lieu samedi prochain, est reportée à une date ultérieure.

Groupe des 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup>. — Mardi 15 janvier, réunion, 10, rue l'Arboret, chez Barret. Appel cordial à tous.

Adhésions. Tous à Malakoff, jeudi.

Groupe du 45<sup>e</sup>. — Réunion vendredi 11 à 20 h. 30, 86, rue Mademoiselle.

Groupe des 47<sup>e</sup> et 48<sup>e</sup>. — Permanence le mardi soir, à partir de 20 h. 30, à l'Indépendance, 48, rue Duhesme (18<sup>e</sup>). Mardi prochain, 15 janvier, à l'ordre du jour : notre plan de travail.

Le groupe constituant un cercle de documentation sociale, ouvert aux militants et aux sympathisants, tous les camarades que cette question intéresse sont cordialement invités.

Groupe des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup>. — Pour des raisons de propagande, les camarades habitant les 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> sont invités à rejoindre momentanément le groupe le plus proche en attendant que les circonstances permettent de reformer le groupe.

Groupe de Livry-Gargan. — Réunion le samedi 12 janvier à 21 heures, au 11, rue de Paris, chez Coulon. Derniers préparatifs pour l'organisation du meeting. Questions diverses. Que tous soient présents.

Groupe de Saint-Denis. — Vendredi 11 à 20 heures 30, réunion au local habituel. Bibliothèque.

## PROVINCE

Groupe d'Etudes Sociales de Lille. — Après un long assoupissement, le groupe a repris la lutte avec plus de vigueur que jamais et il entend continuer et même développer son action. Camarades, voulez-vous que l'année 29 soit plus féconde en résultats ? Voulez-vous avoir un groupe solide et actif ? Venez nous aider dans la tâche à accomplir, tous les samedis, à 19 h. 30, rue de Wazemmes, 152.

Groupe d'Etudes Sociales de Trélat. — La réunion du groupe aura lieu le dimanche 13 janvier, à 9 h. 30, salle de la Maréchère. A

## La Voix de Province

## LENS

## Exploitation féroce

Qui ne connaît le célèbre Beaucourt, marchand d'hommes ?

Il y a une vingtaine d'années, ce fameux pirate tenait une petite cantine près du n° 12 et faisait le ténor pour le compte de la Compagnie. La guerre est arrivée et cette circonstance aiguë les appétits de vivre et d'arriver, il eut la rare chance de devenir entrepreneur pour les travaux de terrasse, décharge et battise. Aujourd'hui, c'est un des plus riches et des plus voleurs, l'un ne va pas sans l'autre. Plaque de son genre Marchand, il fait produire tant et plus et se contente d'accorder des salaires de famine à des poilus qui bossent comme des nègres, variant de 2 fr. 50 à 3 fr. 50 de l'heure, la plupart du temps dans les travaux les plus malsains. Ces malheureux parlois doivent se contenter de leur maigre pitance. « Que feraient-ils, s'il n'y avait pas de patrons... »

Il y a l'action syndicale qui pourrait remédier à cet état de choses. Mais il n'est pas toujours nécessaire d'adhérer à un syndicat pour arracher aux singes le fruit de son travail ; agissons par nous-mêmes dans l'intérêt de tous les exploités. — Un Cul-Terreux.

## LILLE

Hudelo, préfet du Nord, tyran au petit pied, quitte le département en emportant tous les regrets de ces administrés ouvriers... regrets qu'il ne soit pas parti plus tôt.

Gardien fidèle de l'ordre public, ce fut lui qui prit les mesures de sécurité lors de la dernière grève du textile de la vallée de la Lys.

Après avoir interdit toute manifestation et rassemblement, il édicta un arrêté interdisant la distribution des tracts, brochures, manifestes à moins de 100 mètres des usines, églises, écoles, etc.

Comme à Lille, il se trouve un des endroits désignés tous les 50 mètres, c'était donc la défense complète de cette distribution. Le Conseil d'Etat trouvant qu'il allait un peu fort, annula son arrêté, mais lui, plus têtue que s'il était issu d'un père breton et d'une mère mûle, le renouveau.

Grand embarras du Conseil d'Etat : il ne pouvait se laisser mettre en échec par un simple préfet et encore moins prendre des sanctions contre lui. Vous comprenez, cela ferait mauvais effet sur la masse, il ne faut pas que Populo perde le respect du Fonctionnaire.

L'on trouva une solution élégante en lui octroyant un poste supérieur.

Si seulement on pouvait ne pas le remplacer, ne plus remplacer aucune de ces parasites. Hélas !

## ORLEANS

Marc.

En réponse à l'article de Raoul Colin du 21 décembre sur le « Paradis Bolchevick », le « Travailleur » du 29 décembre, ne trouve comme réponse que des injures et des menaces. Voici la lettre que nous lui avons adressée, quoique nous doutant bien que l'impertinence bolchevique lui fera subir la même censure que celle qui existe au Paradis Bolchevick.

## Mensonges Bolchevicks

Vraiment, messieurs les Bolchevicks, vous y allez fort ! Non contents d'abuser vos adhérents au sein du parti, en les sommant à une discipline dont certains vivent (il n'est pas Raoul Colin) et de passer souvent pour anarchistes, vous avez l'air de vouloir faire passer pour des copains plus propres et plus désintéressés que vous, des copains qui ne sont pas comme vous appointés pour défendre une idée.

cette réunion, une causerie sera faite par un camarade du groupe.

Sujet traité, l'origine du Bolchevisme et son action anti-sociale.

Les sympathisants et les lecteurs du « Libertaire » sont cordialement invités.

Le Secrétaire : L. Moreau.

Groupe d'Etudes Sociales d'Orléans. — Le groupe se réunit chaque semaine. S'adresser à Raoul Colin, 31, rue des Murlins. Appel aux sympathisants du « Libertaire ».

« Le Libertaire » est en vente au Dépôt Central B. — Les abonnements au « Libertaire » et les réabonnements au « Flambeau » seront reçus après la causerie. Que les camarades en prennent note.

Brest. — Les membres du groupe anarchiste-communiste de Brest ont déjà fait appel à différentes reprises, aux anti-autoritaires, aux anti-politiciens se revendiquant toujours de notre idéal de liberté et de justice.

Nous estimons qu'il serait vain de ressasser cette confection, toutes les raisons qui devraient faire un devoir à chaque libertaire, de ne pas abandonner la lutte. La situation actuelle, d'un tragique incontestable, a besoin des efforts de tous les énergiques.

L'Union anarchiste-communiste a plus que jamais, sa place marquée dans la bataille. Les anarchistes révolutionnaires ne peuvent plus rester à l'écart, ne doivent plus ignorer leurs responsabilités.

C'est, pénétrés de cette perspective que, une fois encore, nous vous lançons ce fraternel appel.

Nos camarades de la fédération anarchiste de l'Ouest, groupes d'Angers et de Trélat, attendent que Brest marque sa place et dans la fédération et dans l'U. A. C. R.

Nous vous convions à une large discussion, le samedi 12 courant, à 20 heures précises, bureau 7, Maison du Peuple.

Prenons chacun nos responsabilités, et à l'action.

Pour le groupe : A. Le Laun.

Groupe Anarchiste Communiste de Toulouse.

— Réunion de tous les copains sympathisants le samedi 11 janvier 1929, à 20 h. 30, au siège du groupe, 43 bis, rue Saint-Charles.

Compte rendu financier du groupe et de la librairie, après le meeting ; organisation d'une nouvelle conférence. — Le Groupe.

## Pour l'action révolutionnaire

M. Nenni, ancien directeur de l'Avanti ! — parlant du nouveau scandale financier qui vient d'éclater — fait les réflexions suivantes :

Une Mme Hanau ne peut mener ses affaires comme elle l'a fait, un M. Klotz ne peut vivre comme il a vécu jusqu'ici, qu'à la faveur de toute une série de complaisances qui mettent en cause le régime lui-même.

Nous en arrivons toujours au fameux « mur d'argent ». Les institutions démocratiques bourgeoises ont fait du peuple un roi avec un spectre de carton et une couronne d'étain. Le véritable roi, c'est l'argent. On dirige les affaires de l'Etat dans les Conseils d'administration des banques et non dans les parlements. Plus la vie devient dure et plus s'accroît la puissance du capital. Dans l'ordre national, comme dans l'ordre international, le capitalisme dicte la loi. Là est le danger.

Il faut donc dresser l'autorité de l'Etat contre les puissances d'argent jusqu'ici invulnérables.

Voyons. Comment dresser l'autorité de l'Etat contre les puissances d'argent, si l'Etat n'est à son tour qu'une puissance d'argent lui-même ? M. Herriot et le fameux bloc des gauches, ayant cherché non pas à se dresser contre les puissances d'argent, mais simplement à ne pas leur obéir entièrement, se sont vu renverser d'abord, puis rappeler au pouvoir en sous-ordres de M. Poincaré, pour les rendre eux aussi complices des mesures imposées par la finance.

Le fameux socialisme parlementaire n'inscrivant pas son nom dans la galère ministérielle, il se trouverait toujours impuissant à réaliser quoi que ce soit de son programme, cependant qu'il deviendrait responsable en somme des mesures prises précisément en haine du dit programme ? Impuissant avec des portefeuilles, le socialisme ne l'est pas moins sans, et alors que penser de ce qu'il veut bien appeler son action parlementaire ?

Pietro Nenni nous dit encore :

Il n'est pas possible de s'abuser sur certains symptômes de lassitude. Les masses profondes du peuple sont fatiguées de la politique. Tous ces scandales les écœurent. L'incertitude qui subsiste dans la politique internationale, le piètement des grandes réformes dans la politique intérieure, les détournent du parlementarisme. Il arrive souvent d'entendre répéter les propos qui sont en quelque sorte les avant-coureurs des autocraties : « Ils parlent... ils parlent... jamais une conclusion... Les vieux déclarent que la démocratie était bien belle sous l'Empire. Les jeunes tendent l'oreille à qui parle de dictature.

Sans doute Annibal n'est pas aux portes de Paris, mais il est temps néanmoins d'aviser au nécessaire.

Où la démocratie, sous l'action des socialistes, se renouvellera, ou le danger, qui n'est aujourd'hui que latent est destiné à devenir réel et immédiat.

N'a-t-il pas des Jacobins en France ?

Laverdays, constatant que le parlementarisme pouvait à un moment donné être mis en balance avec la dictature et cette dernière obtenir la préférence populaire, y voyait l'argument le plus formidable et décisif contre le parlementarisme. Cette chose abjecte, infâme, sanguinaire qu'est la dictature pouvait paraître préférable au parlementarisme, tellement ce dernier se montre impuissant et absurde ! Et Laverdays de conclure logiquement contre le parlementarisme.

Nenni, lui-même évidemment comme remplu d'un parlement avec toujours plus de socialistes. Il se voit par trop cruel de lui rappeler les fameux 156 de la Chambre italienne contribuant à l'avènement du fascisme car ils ne savaient que démontrer l'impuissance bourgeoise sans prouver une puissance propre.

Nous savons qu'il est difficile de parler à la foule d'autre chose que de luttes électorales. Nous sommes restés seuls à le faire depuis plus d'un demi-siècle et le « crétinisme parlementaire », dénoncé par Marx lui-même, a exercé tous ses ravages. La pente est rude à remonter. Ce n'est pas dans les parlements que le peuple doit chercher son renouvellement. Il n'y a jamais trouvé ça sa part.

Quant à invoquer des Jacobins, n'est-ce pas précisément invoquer la dictature ? Or, la dictature a pour conséquence inévitable Thermidor et puis le pouvoir d'un oligarchie ou d'un aventurier. La dictature bolchevique, comme les autres, a abouti au massacre de la Commune de Cronstadt et à l'introduction de la Nep.

Il ne reste encore et toujours pour se sauver que la solidarité de l'action révolutionnaire des masses. Certes, elle n'est pas chose aisée à réaliser lorsque les masses ont été si longtemps habituées à espérer surtout dans les parlements, mais, à moins d'aller aveuglément à la rencontre de nouvelles défaites, nous devons y travailler dans les groupements et avec les hommes que nous préférons car cette solidarité venant à manquer, ce serait à nouveau un hideux pouvoir avec son cortège de maux et de crimes.

## MISE EN GARDE

Tous les camarades et organisations sont prévenus qu'ils devront mettre immédiatement à la porte l'escroc dont nous donnons ci-dessous le signalement et qui se présente chez divers camarades, sous les noms de Iredov et Virva, afin de leur soustraire ou voler de l'argent, du linge, etc.

Il rend visite, souvent, à des émigrés russes, et leur raconte qu'il est lui-même un émigré (il se fait passer souvent pour anarchiste), étant resté plus de 3 ans aux îles de Solovki, etc.

Il est grand, maigre, cheveux blonds, yeux gris, figure allongée.

Jean Marestan

## L'EDUCATION SEXUELLE

Revue et corrigée

Un livre d'éducation et d'hygiène sexuelle que tous les militants doivent posséder.

12 francs ; franco rec. 13 fr. 25

TRIBUNE SYNDICALE  
L'AN VIEUX, L'AN NEUF

Les espoirs déçus s'en sont allés rejoindre l'an vieux dans le royaume de l'oubli. Les yeux sont tournés vers l'avenir, symbolisé par l'an neuf. Dupé sans cesse, on aspire à l'être encore. La dernière idée est toujours la meilleure, et, en attendant de la rejeter dans les oubliettes de l'esprit, on est disposé à tout lui sacrifier. Ainsi est faite la nature humaine.

Scrutant l'avenir, Jouhaux pour la C. G. T. ; Racamond pour la C. G. T. U., ont parlé, ou plutôt ont écrit. L'un et l'autre essayent de fixer les tâches qu'aura à accomplir chacune de leur confédération au cours de cette année.

Dans le Peuple, Jouhaux nous invite à tirer les enseignements de l'année écoulée et de bien comprendre que, pour atteindre aux fins sociales qu'il s'est données, le syndicalisme doit intensifier et universaliser son action. C'est là une vérité si flagrante que nous n'y contredirons pas, et si la C. G. T. s'avise de pousser cet enseignement du passé jusqu'à son extrême conséquence, annonçons d'ores et déjà une transformation radicale du mouvement ouvrier français, en vertu du principe qui veut que toute puissance ne dure qu'à la condition de conserver l'origine de son caractère.

Mais si le syndicalisme s'est donné des fins sociales à atteindre, la C. G. T. lui en a fixé d'autres qui n'ont aucun rapport avec l'origine de son caractère, et qui en sont mêmes aux antipodes. A la suppression du patronat et du salariat, qui fut sa raison d'être, la C. G. T. préfère aujourd'hui la poursuite de la normalisation des rapports entre deux classes, dont l'une ne vit que par le travail de l'autre.

Privé de son but, l'abolition des classes, le syndicalisme, contrairement à ce qu'affirme Jouhaux, n'a plus de voie tracée, et conséquemment de force — dans ce monde qui se débat dans l'incertitude et dans l'incohérence. Il ajoute à cette incertitude et à cette incohérence ; il n'est plus un facteur de rénovation sociale, il devient un adjuvant des institutions existantes, un élément indispensable à leur longévité.

Au capitalisme qui essaie de se renouveler dans ce qu'on nomme improprement la rationalisation, la C. G. T. apportera l'assentiment et la collaboration des travailleurs, dans la mesure où cette rationalisation bénéficiera à tous ceux qui contribuent à l'activité économique, et où elle servira l'intérêt général de la collectivité, et les regards tournés vers les Etats-Unis, Jouhaux convie le capitalisme français à s'inspirer de l'expérience américaine qui n'a pas craint d'accroître la capacité de consommation parallèlement à l'accroissement de la production. Système que la C. G. T. symbolise par la formule : « Maximum de production dans un minimum de temps pour un maximum de salaire ». Et comme la C. G. T. prévoit, dans la rationalisation, une période de transformation pendant laquelle un certain nombre de salariés se trouveront démunis de leur travail, elle demande à ce que soit envisagé un ensemble de mesures permettant la rééducation professionnelle de ces travailleurs, des assurances contre le chômage, etc., dans lesquelles elle réclame sa participation qui exige : « la pleine reconnaissance du droit syndical ; l'institution du contrat collectif ; la collaboration par le contrôle ouvrier, des organisations syndicales à l'application des méthodes nouvelles et à la gestion des entreprises.

Enfin, la C. G. T. affirme sa volonté de travailler « à toute œuvre loyale de réorganisation économique, de progrès social, de rapprochement entre les peuples » et réprovoque tous « les desseins égoïstes, déviations dangereuses », qui seront combattus avec vigueur.

Quelle tristesse n'éprouve-t-on pas devant un pareil programme d'avenir pour la C. G. T., pour cette C. G. T. qui avait dressé le plus éloquent des réquisitoires contre le système capitaliste, et qui en est réduite aujourd'hui à lier son sort à la prospérité du capitalisme ?

Au fur et à mesure que son pouvoir a grandi, le trouble de la C. G. T. a augmenté et elle a perdu toute confiance en la classe ouvrière, aidée en cela par les politiques qui gravitent autour d'elle.

Comment la C. G. T. n'aperçoit-elle pas les rumeurs annonciatrices de la catastrophe qui nous vient d'Amérique, et qui englobera tout le système avec elle ? Comment choisit-elle le moment où, aux Etats-Unis qui a mis en pratique sa formule de maximum de production dans un minimum de temps pour un maximum de salaire, des millions de travailleurs connaissent les trances du chômage pour nous prôner cette voie ?

La C. G. T. n'aperçoit-elle donc plus, qu'en régime capitaliste, quelle que soit l'élévation du salaire, il ne sera jamais assez fort pour permettre au travailleur de racheter la totalité de sa production, et que la différence accumulée engendrera le chômage d'abord, la guerre ensuite, car, à des marchés intérieurs saturés de produits, il faut des débouchés ? Toutes les garanties que réclame la C. G. T. sont illusoirs dans les cadres du régime capitaliste, souvent même elles se retournent contre elle.

Le contrôle de la production par les délégués ouvriers crée, en ce moment même, une situation vraiment paradoxale dans les mines du Nord où, leur fonction ayant été élargie, les délégués ouvriers doivent adresser aux ingénieurs des rapports contenant des suggestions en vue d'accroître le rendement. Les Compagnies minières — qui ont une conception très nette de l'intérêt général — ne manquent pas de profiter de ces suggestions pour maintenir leur production normale avec un personnel moins nombreux.

La C. G. T., en perdant de vue le but fixé au départ, s'expose à toujours s'égarer sur des chemins de travers et à devenir le jouet des événements, alors qu'elle possédait le plus sûr moyen de les dominer.

Racamond, dans la Vie Ouvrière, avait la tâche aisée d'établir le bilan de l'an

vieux, de lui faire sa révérence et de saluer allègrement l'an neuf.

Des centaines et des centaines de grèves se sont déroulées sous la direction de la C. G. T. U. en 1928. Dans cette sphère, la C. G. T. U. est seule maîtresse depuis que la C. G. T., éprouvée par l'activité de sa rivalité, s'efforçait à résoudre les conflits qui surgissent dans le monde du travail par des pourparlers. Et combien il est facile à Racamond de démontrer à ses lecteurs, pas le plus grand nombre ne cherchera pas à en démêler les motifs, que le fait marquant de l'année 1928 « c'est l'entrée en lice, à côté des pires exploiteurs du prolétariat, de l'état-major confédéré, et cela d'une façon cynique. Ce n'est plus seulement dans les organismes de collaboration comme le B. I. T. et le Conseil National Economique, mais sur le terrain de l'action directe, comme briseurs de grèves que Jouhaux et ses Consorts s'achèvent les farouches défenseurs de la rationalisation capitaliste.

Et, croyant avoir triomphé définitivement de la résistance des partisans de l'indépendance du syndicalisme dans la C. G. T. U., Racamond descend à écrire que « l'année 1928 aura vu, en outre, la défaite définitive de l'anarcho-syndicalisme suffisant à tout. Le Congrès de la C. G. T. S. R. qui s'est tenu à Lyon, est passé inaperçu des travailleurs, et beaucoup de militants apprendront, en lisant ces lignes, que cette organisation moribonde existe encore ». Que la C. G. T. S. R. soit moribonde, cela n'augmente en rien l'influence de la C. G. T. U., pas plus que ce qu'a diminué l'importance du mouvement qui nait dans son propre flanc et qui entame considérablement son crédit.

Pour l'avenir, la C. G. T. U. envisage la continuation de la bataille ouvrière livrée en 1928 sur tous les points du territoire, étant donné que dans le monde entier : « la course à la production, placée sur le double signe de la concurrence des impérialismes rivaux et du profit, se poursuit inébranlablement ».

Naturellement, dans l'avenir comme par le passé, direction de l'action solidaire avec le parti communiste.

De ce côté, comme de l'autre, aucune tentative de redressement des erreurs passées. Au contraire, accentuation des égarements et impossibilité de plus en plus grande de rapprochement.

Cette année comme l'autre, les deux Confédérations neutraliseront la partie de leur action qui pourrait être utile au prolétariat. Le capitalisme se chargera de tirer profit de l'autre partie.

A. G.

## DANS LES SYNDICATS

A.I.T. — C.G.T.S.R. — Se convoca a todos los afiliados y simpatizantes de los Cuadros Sindicales a una reunión que tendrá lugar en el sitio de costumbre el sábado 12, de Enero. Se ruega la asistencia de todos.

Por los Cuadros Sindicales y el Secretario.

## DANS LE S. U. B.

Jeu 17 janvier, à 18 heures : Assemblée Générale du S. U. B., Salle Bondy. Bourse du Travail.

Permanence du Dimanche. — 13 janvier : Desminères ; 20 janvier : Fontaine ; 26 janvier : Litt Auguste.

Réunions des sections suivantes. — Vendredi 11 janvier, à 18 heures. Monteurs en Chauffage, Salle de Commission, 1<sup>er</sup> étage. Bourse du Travail.

Dimanche 13 janvier, à 9 heures du matin. Cimentiers, Maçons d'art et Aides, petite salle des Grèves. Bourse du Travail.

Maçonnerie, Pierre, Démolisseurs, Salle de Commission, 2<sup>e</sup> étage. Bourse du Travail.

Charpentiers en Bois. Bourse du Travail.

Briqueurs. Bourse du Travail.

Paveurs et Aides. Bourse du Travail.

## Communications Diverses

## NECROLOGIE

Notre bon camarade Daunis, le si actif militant de Narbonne, vient de perdre d'une façon particulièrement émue sa petite fille âgée de huit ans.

Qu'il veuille bien, ainsi que sa compagne, trouver ici l'expression de toute notre sympathie en ces douloureux moments.

L'U. A. C. R.

La Chanson de Paris. — La prochaine soirée organisée par « La Chanson de Paris » aura lieu le jeudi 17 janvier, à 20 h. 30, au Palais des Fêtes n° 190, rue Saint-Martin. Les Chansonniers, Poètes et Compositeurs Pierre d'Anjou, Pierre Dac, René Devillers, Lucien Gelas, André Hardy, Jeanne Leroy-Denis, Roger Lucas, Victor Valier et Paul Weil se feront entendre dans leurs œuvres. Mmes Jane Deliot, Isabelle Fuster, Myrtille Hubert, MM. Félix Boisson et Jean Sorbier interpréteront des poèmes et chansons de leur répertoire. La séance se terminera par « Le Professeur dupé », sketch de Georges Gérard, interprété par Mlle Simone Frégy et l'Auteur.

Le piano d'accompagnement sera tenu par Mme Alice Bernay.

Groupe Espérantiste Ouvrier : Lundi 14 janvier 1929. — Réunion du groupe de Paris (Salle A des cours professionnels) à la Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau, à 20 h. 30.

Via eksterlanda kamarado D. Négif paholos pri la laborista movado en sia lando.

Tous les camarades espérantistes sont invités.

## Petite Correspondance

Fernandez. — Reçu 50 francs ; est-ce pour le règlement ?

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le Gérant : E. DELOBEL.

Imprimerie spéciale du Libertaire  
10-12, rue Paul-Lelong, Paris.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

(Ecrire très lisiblement)

Je soussigné (1) .....  
demeurant (2) .....  
déclare m'abonner pour (3) .....  
au « Libertaire », et je verse la somme de (4) .....  
que j'envoie à N. Fauquier, 72, rue des Prairies, Paris (20<sup>e</sup>). Chèque postal : Paris 1163-55.

Signature :

(1) Noms, prénoms, profession. — (2) Adresse exacte. — (3) Durée de l'abonnement. — (4) Somme envoyée.